

CRISE LYCÉENNE : LES VACANCES NE RÉGLERONT RIEN !

C'est la perspective des congés qui a permis aux collègues des lycées de tenir ces dernières semaines. **Mais qu'en sera-t-il en novembre ?**

Pour les chefs d'établissement et les chefs d'établissement adjoints, **il est hors de question que la rentrée se déroule dans les conditions que nous venons de subir.**

Chacun aura compris que la stratégie du gouvernement a consisté, jusqu'ici, à **gagner du temps**, en misant sur l'essoufflement progressif de la mobilisation lycéenne et sur les vacances scolaires pour y mettre un terme.

Personne n'est dupe, et surtout pas les collègues directement confrontés à la crise : **les pressions exercées pour maintenir coûte que coûte les enseignements en présentiel, ou pour les faire reprendre « vaille que vaille », répondaient avant tout à une logique d'affichage politique.** Il fallait pouvoir alimenter le discours gouvernemental sur le recul de la mobilisation, quitte à faire peser sur les personnels de direction la responsabilité de décisions prises ailleurs et à les mettre en danger.

Mais une crise ne disparaît pas parce qu'on décide de ne plus la voir.

Tout porte à croire que la mobilisation pourrait reprendre dès la rentrée, avec son cortège de blocages.

Le gouvernement doit désormais assumer ses responsabilités. Il lui appartient de créer les conditions d'une véritable désescalade et de mettre fin à la spirale de la violence. Cela suppose des réponses politiques et financières concrètes, et non une nouvelle succession d'annonces destinées à gagner quelques semaines supplémentaires.

La crise lycéenne ne se réglera ni à coups de plateformes, ni par des algorithmes, ni par une avalanche de nouvelles injonctions.

Elle exige des personnels en nombre suffisant, des moyens humains et matériels, des remplacements effectifs et, surtout, **des décisions budgétaires à la hauteur des besoins du service public d'éducation.**

Ces exigences rejoignent directement les revendications que porte IDFO depuis des années pour permettre aux personnels de direction d'exercer leurs missions dans des conditions dignes de leurs responsabilités.

Nous ne sommes ni les exécutants silencieux d'une politique de communication, ni les variables d'ajustement, des insuffisances budgétaires, ni les responsables des impasses gouvernementales.

Nous le réaffirmons avec force : les personnels de direction ne seront ni les boucs émissaires ni les fusibles de la crise lycéenne !